

Renouvellement de contrats aidés CAE, CUI :

Les demi mesures ne règlent rien !

Comme chaque année au printemps plusieurs milliers de contrats aidés CAE, CUI dont relèvent les EVS dans les écoles et les établissements scolaires, arrivent à terme.

La DGEFP a publié une circulaire aux préfets de région le 22 février pour leur « demander d'allonger la durée moyenne des contrats initiaux à 12 mois » alors que les renouvellements de contrats resteront eux d'une « durée conforme à celle prévues par la précédente circulaire » soit 2 ans, et jusqu'à 5 ans pour les personnes âgées de plus de 55 ans, présentant un handicap ou bénéficiaires de certaines allocations.

Dans une telle confusion des centaines de ces personnels risquent d'être jetés au chômage alors que les besoins sont patents dans les établissements

Aucun contrat aidé au chômage !

La fédération invite ses sections fédérales à rassembler les dossiers des personnels concernés, à intervenir en relation avec les UD en direction des préfets pour demander le renouvellement des contrats des personnels embauchés en contrats aidés sur des postes d'aide administrative dans les écoles primaires, les collèges et les lycées.

Ainsi dans l'Essonne une délégation de l'Union départementale Force Ouvrière avec la FNEC-FP a été reçue le mercredi 27 Mars 2013 chez le Préfet de l'Essonne pour demander le renouvellement de 9 contrats. Le vendredi 29 Mars 2013, 6 contrats étaient renouvelés.

FO demande l'intégration des CAE dans la fonction publique d'Etat

Pour la FNEC FP-FO la seule réponse à la dramatique situation des personnels en contrats aidés (CAE, CUI, EVS...) demeure leur intégration dans un corps de la Fonction publique d'Etat.

Elle rappelle son opposition à toute tentative de maintenir des CAE dans la précarité, nuisible tant pour les personnels que pour le fonctionnement des établissements. Ainsi la création de GIP d'associations employeurs pour les AVS préconisée par le groupe de travail sur la professionnalisation des AVS s'oppose dans les faits à la revendication d'intégration dans la Fonction Publique.

Montreuil le 17 avril 2013